

Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soircorruption@gmail.com

BONNE GOUVERNANCE EN AFRIQUE

# Pas de lauréat 2015 pour le prix Mo Ibrahim

**Il n'y aura pas de lauréat pour le prix Mo Ibrahim cette année. Une fois encore, la fondation du milliardaire anglo-soudanais n'est pas parvenue à distinguer de modèle de bonne gouvernance en Afrique subsaharienne. Aucun ancien dirigeant ne touchera les 5 millions de dollars normalement alloués au gagnant de 2015.**

Fondé en 2006 par Mohamed «Mo» Ibrahim, ce prix s'est donné pour mission d'améliorer l'image de l'Afrique et d'encourager les dirigeants qui luttent activement pour sortir leur pays de la corruption. Pour pouvoir y prétendre, les candidats sont tenus d'avoir quitté le pouvoir — présidence ou gouvernement — au cours des trois dernières années. Ils doivent non seulement avoir été élus démocratiquement, mais aussi avoir exercé leur mandat pendant la durée fixée par la Constitution de leur pays. Le dernier critère exige d'avoir «fait preuve d'un leadership exceptionnel». «Lorsque nous avons mis en place ce prix, il y a dix ans, nous avons délibérément placé la barre très haut», a réagi le président de la fondation Mo Ibrahim.

Lutter pour un Etat de droit et une démocratie participative

Depuis son origine en 2006, seuls quatre lauréats se sont vu décerner le prix Ibrahim. En 2014, le Namibien Hifikepunye Pohamba a été récompensé pour son travail «de cohésion et de réconciliation nationales», précise le site de la fondation. En 2011, «le jury a été impressionné par la capacité visionnaire du président

cap-verdien Pedro Pires qui l'a conduit à transformer son pays en un modèle de démocratie, de stabilité et de développement», a justifié Salim Ahmed Salim, président du Comité indépendant. Trois ans plus tôt, en 2008, Festus Mogae, ancien président du Botswana avait été récompensé pour avoir «assuré la stabilité et la prospérité durant son mandat», malgré la pandémie du sida.

Enfin, en octobre 2007, le premier prix avait été attribué à l'ancien président du Mozambique, Joaquim Chissano, qui avait lutté pour sortir son pays de la famine et de la violence.

Il avait notamment renoncé à se présenter à un troisième mandat afin de se consacrer au développement des institutions démocratiques. Quelques remarques sur l'indice Ibrahim et le palmarès qui en découle, très largement diffusé dans la presse et chez les leaders d'opinion : autant, on est tout à fait d'accord qu'il faille lutter pour un Etat de droit, une démocratie participative, des systèmes de santé ou d'éducation solides, le droit des femmes, contre la corruption, etc., autant il nous paraît très discutable d'établir un classement comparatif entre des pays qui n'ont pas les mêmes res-



sources, ou encore de créer un indice composite qui mêle des données de santé, d'éducation, économiques, de droits...

Complexité de la notion de valeur à des indicateurs quantitatifs de performance

Ce type d'évaluation de la bonne gouvernance politique conduit à placer sous le chapeau d'un agrégat unique, de préférence quantitatif, des données hétérogènes dont l'expertise feint l'objectivité et la transparence.

Le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz critique ce type de mesures qui conduit à évaluer les performances d'un conducteur en agrégeant en une seule valeur la

vitesse d'un véhicule et le niveau d'essence... et pourquoi pas l'âge du capitaine ? Cette manière de réduire, sans le dire, la complexité de la notion de valeur à des indicateurs quantitatifs de performance n'est pas propre à l'Afrique, elle procède d'une sorte de mondialisation dans la manière de penser le monde.

Cette mondialisation d'une pensée politique réduite à la logique instrumentale et à la morale utilitaire, a favorisé l'émergence de mouvements extrémistes, parfois jusqu'aux terrorismes, se réclamant d'autres visions du monde, d'autres religions que celle du marché. C'est la raison pour laquelle, tout en

reconnaissant les intentions louables de la Fondation Ibrahim, nous pensons qu'il convient de s'interroger sur l'usage et la pertinence de ce type d'indicateurs.

La bonne gouvernance requiert sans doute une réflexion philosophique préalable à sa mesure, faute de quoi les indicateurs qui la mesurent risqueraient d'apparaître comme de bonnes ou de mauvaises notes dans la manière «américaine» et occidentale de penser le monde et le vivre ensemble.

Au risque alors, nous l'avons dit, d'alimenter le fonds de commerce des mouvements sectaires et extrémistes.

Synthèse par Djilali Hadjadj

POINT DE VUE(\*)

## Le paradis fiscal, un modèle à suivre ?

L'île Maurice, premier du classement, fait généralement partie du Top 10 mondial des paradis fiscaux. On fera remarquer que le Botswana (3<sup>e</sup> du classement), les Seychelles (6<sup>e</sup>), le Ghana (7<sup>e</sup>) sont également très largement considérés comme des pays à fiscalité opaque.

Les autres pays africains doivent-ils se lancer dans une course effrénée à la compétition fiscale pour attirer les entrepreneurs, se transformer en «auto-entrepreneurs» dans le marché compétitif des paradis fiscaux, des moins-disants sociaux ? Les Etats seraient, à leur tour, invités à l'*ubérisation*. Rien de neuf dira-t-on sous le soleil ! Oui mais le temps presse car il ne suffira plus demain lorsque la barbarie sectaire aura envahi l'Afrique d'une couche de compassion et des spectacles des palmarès, pour éviter le pire.

Les sept premiers pays au classement de l'Indice Ibrahim (Maurice, Cap-Vert, Botswana, Afrique du Sud, Namibie, Seychelles, Ghana) présentent de très fortes inégalités de revenus. Selon le classement du PNUD (Programme des Nations

unies pour le développement), les Seychelles, l'Afrique du Sud et la Namibie sont les pays les plus inégalitaires sur le plan mondial.

La bonne gouvernance n'a-t-elle pas pour but une juste répartition des richesses au sein de la population, ou bien la fondation Ibrahim ne valide-t-elle pas, sans le vouloir, la théorie néolibérale de «ruissellement» ? Les inégalités extrêmes qui qualifient bien la démesure économique ne sont-elles pas le résultat d'une corruption des élites qu'un «bon gouvernement» serait censé combattre ?

Des inégalités de revenus au top

Il nous semble moralement très discutable de mettre en avant des pays très inégalitaires, ou qui appliquent des recettes de paradis fiscaux. Nous ne voyons absolument pas ces pays comme des modèles.

A défaut de pouvoir changer cet indice et ses indicateurs, nous ne pourrions que recommander aux pays très largement défavorisés par l'aide au développement de contester déjà le palmarès établi du fait même d'une iniquité de départ dans

la répartition des aides et qui de facto fausse les capacités à mener des politiques publiques.

Il faut redonner toute sa place au politique au lieu de l'inviter à se transformer en gestionnaire de la misère et en gérant loyal du néolibéralisme.

Enfin, nous ne croyons pas que des outils d'évaluation essentiellement utilitaristes, puissent donner une juste appréciation de la qualité de vie d'une société.

A ce titre, le manifeste convivialiste montre bien les limites d'une démarche techniciste qu'on observe très largement depuis l'avènement du néolibéralisme à partir des années 1980, y compris à travers ses outils d'évaluation qui promeuvent le libre marché, et que les profondes aspirations des populations y sont très mal représentées, voire trop souvent absentes.

**Roland Gori est professeur émérite de psychopathologie clinique à l'université d'Aix-Marseille et Bertrand Livinec est analyste sur les déterminants de santé et les politiques internationales de santé.**

## Le biais de l'aide publique au développement

Si nous prenons en exemple un pays comme le Niger, enclavé et largement désertique, parmi les plus pauvres du monde, dont le taux d'alphabétisation global atteint à peine les 30%, avec une transition démographique non encore entamée, des difficultés dans la lutte contre le terrorisme, avec 42 dollars seulement par an et par habitant d'aide publique au développement (APD), on voit mal comment il peut lutter à armes égales pour la bonne gouvernance face à l'île Maurice (112 dollars d'APD annuel, 1<sup>er</sup> du classement Ibrahim et un PIB par habitant 17 fois supérieur à celui du Niger) ou encore le Cap-Vert (480 dollars d'aide en 2013, 2<sup>e</sup> du classement et un PIB par habitant 6 fois supérieur à celui du Niger).

La Banque africaine de développement, qui s'appuie parfois sur des indicateurs issus de l'indice Ibrahim, a considéré en 2012 que le Cap-Vert était un modèle de réussite. Peut-il en être autrement pour un pays qui reçoit plus de 10 fois plus d'APD par habitant que le Niger par exemple (idem pour la République centrafricaine, etc.) Le classement Ibrahim classe ainsi des pays sans aucunement tenir compte de la totale iniquité de l'aide au développement qui reste d'une totale opacité tant les enjeux géopolitiques guident ses principes.

Les foyers d'instabilité en Afrique reflètent aussi, au-delà de la responsabilité de certains dirigeants africains, des années d'incurie de l'aide internationale.

Les indicateurs quantitatifs de performance risqueraient de devenir le cache-misère de cette incurie ? L'expertise, une fois encore, risque de se transformer en caution d'une prescription politique et culturelle qui fabrique des «pauvres» méritants et ceux qui ne le sont pas.

LSC